




ALERTE ROUGE A L'INFORMATION NATIONALE



« Déclassement, déqualification, inégalités d'accès aux tâches et statuts les plus valorisés, mépris des expériences passées et accumulées, maltraitance... mépris afficher de la direction, situation ayant des similitudes avec celle vécue à France télécom.

Les mots et les phrases sont tellement forts qu'on en reste bouche bée.

Une résolution ([à lire ici](#) ) du CSE Extraordinaire consacrée au malaise à la rédaction nationale par laquelle la mise en place d'une expertise, a été votée à l'unanimité des élus, marque un point de non-retour.

Oui, la souffrance existe, elle n'est pas individuelle mais collective. L'ampleur des témoignages et leur convergence l'attestent : le dysfonctionnement est d'ordre systémique.

À l'enquête, menée par des experts indépendants, d'en déterminer les causes profondes.

En attendant, la direction doit en urgence assurer ses obligations de garantie de la santé et de la sécurité de ses salariés.

Jusqu'à présent, la direction a brillé par une inaction coupable.

La CGT a été moteur de la dénonciation de cette situation, en appuyant l'alerte de la SDJ 3 rédaction nationale.

Mais aussi en dénonçant depuis belle lurette la mise en place d'un modèle de fabrication de l'information qui dépossède les journalistes de leur prérogatives et de leur fondamentale liberté d'expression.

Mutualisation des images et des sons, tournages en kit, téléguidages des équipes sur le terrain depuis la rédaction en chef au siège, omnipotence éditoriale des éditions : l'atteinte au pluralisme et le rétrécissement éditorial se sont accentués avec la fusion des rédactions nationales puis la disparition du Soir 3, suivie avec la mise en place du projet Tempo du 12/13 et du 19/20 sur France 3.

Pour la CGT, la direction ne pourra pas se contenter de mesures cosmétiques pour résoudre le malaise à la rédaction nationale.

Il faut redonner leur liberté aux journalistes. C'est la déontologie que doit suivre l'entreprise : garantir l'accès à l'antenne de TOUS SES JOURNALISTES.

C'est pourquoi des réformes structurelles sont nécessaires.
Organisationnelles mais aussi managériales.

Les murs de maison de l'information nationale se balafrent de fissures de plus en plus grandes.

Il faut revoir les fondations. Et reconstruire.

Paris, le 6 février 2025